Sécurité à l'immigration—Loi

M. Andras: Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord remercier les députés, en particulier les leaders à la Chambre et les députés de chaque parti qui se spécialisent dans les questions d'immigration, de leur collaboration et de leur bonne volonté en vue de terminer l'étude du bill aujourd'hui. C'est une mesure importante bien qu'elle soit brève et provisoire, et si elle est approuvée, elle facilitera l'expulsion du Canada de personnes qui pourraient se livrer à des activités criminelles violentes. Elle autorise le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration à faire expulser quiconque—sauf un citoyen canadien résidant en permanence au Canada, ou un immigrant reçu—qui, de l'avis du ministre, pourrait se livrer à des activités criminelles violentes s'il était admis au Canada.

Comme des députés le savent déjà, le bill vise essentiellement à permettre à mon ministère d'agir sans contrainte à l'égard de menaces éventuelles à l'occasion des Jeux olympiques de 1976. A l'heure actuelle, aux termes de la loi sur l'immigration, le ministre est autorisé à faire expulser des personnes dangereuses pendant qu'elles sont en visite au Canada. Comme on peut le voir, le projet de loi à l'étude aujourd'hui ne prévoit aucun changement de principe. Ce principe est établi depuis longtemps dans la législation canadienne sur l'immigration.

Cependant, situation à la fois bizarre et alarmante, le ministre ne dispose pas de pouvoir semblable aux ports d'entrée. On ne peut pas tout bonnement refouler les personnes reconnues dangereuses aux ports d'entrée, et il faut s'en tenir à la procédure normale d'expulsion, c'est-à-dire mener une enquête officielle et réunir des preuves suffisantes. On désigne cette procédure habituellement du nom d'enquête spéciale. Et c'est là le nœud de mon problème. Dans le cas de présumés terroristes—si je puis les désigner ainsi—il est souvent impossible—nous avons cependant accédé à la demande d'un parti et avons modifié le texte original du bill—de réunir des preuves suffisantes puisque les renseignements dont je dispose avec mes services, proviennent de sources exposées ou confidentielles qui ne sauraient, en toute honnêteté, être révélées à une audition d'enquête.

De plus, tous ceux qui présentent un danger ne sont pas compris dans les interdictions de la loi actuelle sur l'immigration. L'entrée de personnes qui pourraient se livrer à des activités violentes dirigées contre des États ou gouvernements démocratiques est nettement interdite, mais on n'y interdit pas clairement l'admission de personnes qui ont l'intention de se livrer à de tels actes contre les représentants de gouvernements autres que les gouvernements démocratiques ou même contre des individus, sans motif politique.

J'exposerai brièvement les raisons qui motivent la présentation de cette mesure et je répondrai avec plaisir aux questions qu'on voudra me poser à l'étape du rapport. Je le répète, cette mesure sera provisoire, la date d'expiration en est bien indiquée, ce sera à la fin de l'année 1976 et pour deux raisons. La première, c'est à cause des menaces touchant les Jeux olympiques et, ensuite, la Conférence Habitat, qui aura lieu un peu plus tard. Deuxièmement, je vais présenter au cours de l'année à la Chambre un bill important qui proposera une nouvelle législation en matière d'immigration. La Chambre aura alors l'occasion de débattre à fond tous les aspects de l'immigration et d'examiner

notamment quelles catégories de personnes ne devraient pas être admises au Canada.

Avant de terminer, je tiens à préciser un point que je considère très important. J'ai relevé dans la presse écrite certaines inexactitudes. Le présent bill ne supprime en aucune façon les droits d'appel qui existent actuellement dans la loi de l'immigration ni les droits d'appel à la Commission d'appel de l'immigration. La présente mesure s'applique aux visiteurs au Canada, et ne concerne ni les immigrants reçus ni les citoyens canadiens naturalisés ou nés au Canada. Elle ne s'appliquera qu'aux personnes qui viennent temporairement au Canada à titre de visiteurs. Même dans ce cas une catégorie de visiteurs conserveront encore leurs droits d'appel en dépit même du pouvoir que je réclame aujourd'hui, et il s'agit des visiteurs qui auront fait l'objet d'un examen à l'étranger et obtenu un visa de non immigrant avant de venir au Canada. En pareil cas, j'aurais toujours le pouvoir d'ordonner leur expulsion, mais ils conserveront le droit d'appel. Actuellement, cela représente environ 0.2 p. 100 des visiteurs qui viennent au Canada, puisqu'il y a environ chaque année 40 millions de visiteurs, en plus des visiteurs supplémentaires que nous attendons pour les Jeux olympiques.

Seuls les visiteurs de certains pays font l'objet d'un examen préalable lorsqu'ils demandent un visa. Je tiens à signaler qu'aucun droit d'appel n'est compromis par les dispositions de ce bill. Celui-ci me donne simplement le pouvoir de refuser l'entrée à la frontière aux personnes dont nous avons des raisons probantes de croire qu'elles présentent un danger pour le pays. Comme je l'ai dit, ce bill expire le 31 décembre 1976. Quand la Chambre se réunira en comité plénier, je serai heureux de répondre aux questions.

M. Jake Epp (Provencher): Madame l'Orateur, en intervenant dans le débat sur le bill C-85, j'aimerais d'abord remercier le ministre de la façon dont il a consulté les représentants de l'opposition au sujet du bill. Des discussions ont eu lieu sur la façon de procéder pour le présenter. Le ministre a été très honnête quant aux dispositions du bill. Lorsque nous les avons convoqués, ses hauts fonctionnaires et les membres de son personnel ont mis beaucoup d'empressement à nous expliquer l'objectif et les dispositions du bill. Je remercie donc le ministre et ses fonctionnaires de cette collaboration.

Il est tout naturel, je suppose, pour bon nombre de députés, d'hésiter à accorder ce qui peut sembler être une approbation générale à une mesure présentée à la Chambre des communes, surtout lorsque cette mesure accorde de nouveaux pouvoirs discrétionnaires à une personne, en l'occurrence le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras). Par ailleurs, j'apprécie l'assurance qu'il nous donne: la procédure d'appel n'a en rien été changée. Forts de cette assurance, nous avons, en privé, promis de faciliter l'adoption rapide du bill C-85.

Il suffit de penser aux circonstances de la crise d'octobre 1970 et à l'application de la loi sur les mesures de guerre pour hésiter à adopter ce bill à la hâte, mais malgré cela, les membres de mon parti et moi-même pensons que nous devons assurer notre entière collaboration au gouvernement pour aider les responsables de la sécurité de la GRC, du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et des Forces armées à empêcher qu'un drame comme celui des Jeux olympiques de Munich de 1972 ne se reproduise.